

**Une gestion durable des ressources animales pour favoriser le
développement socio-économique et stimuler la croissance en Afrique**



Forum pour les Ressources Animales Africaines (FAAR)

Décembre 2024

Remerciements

Le Forum pour les Ressources Animales Africaines (FAAR) souhaite remercier les membres suivants pour leur contribution à la préparation de ce document. Les noms ci-dessous sont cités par ordre alphabétique.

Auteurs principaux (Groupe de travail FAAR)

Lami Lombin, Cheikh Ly, Subhash Morzaria, Ahmed Eltigani Sidahmed et Berhe Tekola.

Réviseurs principaux (Bureau et Secrétariat du FAAR)

Bouna Diop, Junaidu Maina, Mary Louise Penrith et Mark Rweyemamu.

Commentaires et suggestions supplémentaires (membres du FAAR)

William Amanfu , Malang Chibeu, Florencia Cipriano, Adama Diallo, Baty Dungu, Ahmed Elldrissi Babo Fadlalla, Solomon Hailemaiam, Hassane Mahamat Hassane, Baboucarr Jaw, Moetapele Letshwenyo, Walter Masiga, Michael Botlhe Modisane, Misheck Mulumba, Bonaventure Mtei, Simplicite Nouala, Felix Njeumi, Nick Nwankpa, Unesu Ushewokunze-Obatolu, Peter G. Sinyangwe, Baba Soumare, Karim Tounkara, Modibo Traore, Gerrit Viljoen, Henry Wamwayi, and Tilahun Yilma.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans ce document sont celles du groupe de travail FAAR, du Bureau et des membres de FAAR.

TABLE DES MATIERES

Remerciements	2
Acronymes et abreviations	4
RESUME Executif	5
A. CONTEXTE	6
B. OBJECTIF	7
C. LES GRANDS AXES DE LA TRANSFORMATION DE L'ELEVAGE	7
1. Rechercher l'engagement politique	7
2. Recadrer le récit sur l'élevage en Afrique.....	8
3. Renforcer la santé animale, la production et la commercialisation au niveau communautaire	9
4. Moderniser les Services Veterinaires	11
5. Intégrer l'approche "Une seule Santé"	12
6. Améliorer l'accès au marché et les chaines de valeur.....	13
7. Renforcer les infrastructures tout au long de la chaine alimentaire.....	15
8. Assurer la durabilite environnementale.....	16
9. Adopter l'innovation pour la transformation et la modernisation.....	17
10. Soutenir la Recherche et l'Innovation	18
11. Developper le Partnership et la Collaboration.....	18
D. CONCLUSION	19
E. ANNEXE	20
1. Adherents du FAAR	20
2. Membres du Bureau du FAAR :	20

Acronymes et abreviations

BPF	Bonnes pratiques de fabrication
CBT	Commerce fonde sur les produits de base
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
COVID-19	Coronavirus Disease 2019
DLD	Département thaïlandais du développement de l'élevage
FAAR	Forum pour les Ressources Animales Africaines
FAO	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
HACCP	Analyse des risques et de maîtrise des points critiques
IHR	International Health Regulations de l'OMS
ILRI	International Livestock Research Institute
LIVEMAP	Livestock Investment Master Plan
MERS-CoV	Middle East respiratory syndrome coronavirus
OMS	Organisation mondiale de la sante
OMSA	Organisation mondiale de la santé animale
ONG	Organisation Non gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PPA	Peste porcine africaine
PPR	Peste des petits ruminants
PVS	Performance des Services Vétérinaires de l'OMSA
RAM	Resistance antimicrobienne
UA-BIRA	Bureau Interafricain des Ressources animales de l'Union Africaine
UE	Union Européenne
USD	Dollar des États-Unis d'Amérique
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

RESUME EXECUTIF

Le Forum pour les Ressources Animales Africaines (FAAR) est un groupe de réflexion de premier plan nouvellement créé, qui milite pour la transformation des ressources animales en Afrique en un secteur moderne, productif et prospère. Ce document a été préparé en réponse à la crise alimentaire persistante, à l'aggravation de la faim due aux impacts combinés de plusieurs facteurs, notamment les conflits prolongés, les extrêmes climatiques, les défis économiques et les effets persistants de la pandémie de COVID-19. Malgré les efforts déployés, l'Afrique n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2 sur la faim zéro d'ici 2030 et les objectifs de Malabo pour 2025. Cette première publication du FAAR aborde spécifiquement la question de l'élevage au regard des retombées socio-économiques et culturelles en Afrique, ainsi que de la solidarité et du développement de la société africaine à travers le monde, tout en encourageant des actions pour sauvegarder le climat.

Il est urgent d'intensifier les efforts pour lutter contre la faim et la malnutrition. L'agriculture est de loin l'activité économique la plus importante en Afrique, représentant environ 35 % du produit intérieur brut (PIB) du continent et assurant la subsistance de plus de 50 % de la population du continent. Le secteur de l'élevage africain représente 40 % du PIB agricole de l'Afrique et un tiers du cheptel mondial. Par conséquent, il est crucial d'investir dans l'amélioration de la richesse et de la diversité du cheptel africain pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le continent, ainsi que les opportunités de commercialisation en Afrique et au-delà et pour une meilleure contribution au développement économique.

Ce document élaboré par le FAAR vise principalement à mettre en lumière les enjeux clés auxquels l'Afrique doit faire face et à formuler des recommandations politiques pour renforcer son secteur de production animale afin de générer des impacts positifs, transformateurs et favorables au développement conduisant à l'amélioration de la santé, de la richesse et du bien-être des sociétés africaines. Le document suggère quatre grands domaines du secteur de l'élevage où un investissement pourrait apporter des gains significatifs pour contribuer à l'objectif susmentionné :

1. Améliorer la productivité du bétail en assurant un environnement favorable à la santé animale.
2. Faciliter la transformation des communautés rurales traditionnelles dépendant de l'élevage vers des systèmes de production plus performants et respectueux de l'environnement, favorisant la qualité des produits animaux et leur conformité aux normes sanitaires internationales.
3. Favoriser la croissance de l'élevage traditionnel et commercial à petite échelle pour faciliter son accès aux marchés locaux et internationaux.
4. Soutenir le développement d'un programme de recherche sur l'élevage axé sur les besoins qui permette à la production animale de passer progressivement d'une activité essentiellement de subsistance à une entreprise commerciale robuste.

Le document recommande également 11 axes majeurs de transformation durable du secteur de l'élevage en Afrique. Il s'agit notamment de : rechercher l'engagement politique ; recadrer le récit sur l'élevage en Afrique ; renforcer la santé animale, la production et la commercialisation au niveau communautaire ; moderniser les services vétérinaires ; intégrer l'initiative « Une Santé » ; améliorer l'accès au marché ; renforcer les infrastructures tout au long de la chaîne de valeur ; assurer la durabilité environnementale ; adopter l'innovation ; soutenir la recherche et le développement ; et développer des partenariats et des collaborations.

Le document reconnaît l'importance de trouver un équilibre entre la demande croissante de produits d'élevage et la préservation des écosystèmes fragiles de l'Afrique. Il encourage les gouvernements, les communautés locales, les communautés économiques régionales et les partenaires internationaux à coordonner leurs efforts afin que l'Afrique puisse exploiter les avantages de ses ressources animales

tout en préservant l'environnement pour les générations futures. Ce document est un appel à l'action pour les principales parties prenantes – décideurs politiques, industries, universités, mouvements sociaux, organisations non gouvernementales (ONG), étudiants, éducateurs et dirigeants communautaires – afin qu'ils travaillent ensemble pour promouvoir un développement durable et équitable dans le secteur des ressources animales en Afrique.

A. CONTEXTE

L'Afrique est confrontée à une grave crise alimentaire, des millions de personnes risquant de souffrir encore plus de la faim en raison des effets combinés de plusieurs facteurs, notamment les conflits prolongés, les extrêmes climatiques, les défis économiques et les effets persistants de la pandémie de COVID-19. Ces problèmes exacerbent les inégalités sociales et de genre, affectant particulièrement les femmes et les filles. Malgré les efforts déployés, l'Afrique n'est pas en mesure d'atteindre l'objectif de développement durable n° 2 sur la faim zéro d'ici à 2030 et les objectifs de Malabo pour 2025.

En 2022, environ 282 millions d'Africains étaient sous-alimentés, soit une augmentation de 57 millions depuis le début de la pandémie (FAO, AUC, ECA and WFP. 2023. *Africa – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2023: Statistics and trends*. Accra, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc8743en>). En outre, 868 millions de personnes ont été confrontées à une insécurité alimentaire modérée à sévère, dont 342 millions ont été gravement touchées. Les carences en micronutriments, l'obésité et l'impossibilité de s'offrir un régime alimentaire sain sont des préoccupations très répandues, puisque 78 % de la population africaine n'aura pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire sain en 2021, ce qui dépasse de loin la moyenne mondiale de 42 %.

Il est urgent d'intensifier les efforts pour lutter contre la faim et la malnutrition, notamment en raison de la faible croissance économique, de l'inflation élevée et de l'augmentation des coûts d'emprunt depuis 2022. L'agriculture est de loin l'activité économique la plus importante en Afrique, représentant environ 35 % du produit intérieur brut (PIB) du continent et assurant la subsistance de plus de 50 % de la population du continent. Ces parts sont plus de deux fois supérieures à la moyenne mondiale et bien plus élevées que celles de toute autre région émergente. Le secteur de l'élevage africain représente 40 % du PIB agricole de l'Afrique et un tiers de la population animale mondiale (UA-BIRA, 2016).

Ainsi, investir dans l'amélioration de la richesse et de la diversité du cheptel africain peut jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le continent, dans l'amélioration des possibilités de commercialisation à l'intérieur et à l'extérieur du continent africain et dans la contribution au développement économique.

Il existe quatre grands domaines dans le secteur de l'élevage où l'investissement pourrait produire des gains significatifs pour contribuer à l'objectif susmentionné :

- Améliorer la productivité du bétail en assurant un environnement favorable à la santé animale.
- Faciliter la transformation des communautés rurales traditionnelles dépendant de l'élevage vers des systèmes de production plus performants et respectueux de l'environnement, favorisant la qualité des produits animaux et leur conformité aux normes sanitaires internationales.
- Favoriser la croissance de l'élevage traditionnel et commercial à petite échelle pour faciliter son accès aux marchés locaux et internationaux.
- Soutenir le développement d'un programme de recherche sur l'élevage axé sur les besoins qui permette à la production animale de passer progressivement d'une activité essentiellement de subsistance à une entreprise commerciale robuste.

Il s'agit d'une tâche difficile pour le continent étant donné que le secteur de l'élevage a été grossièrement négligé pendant de nombreuses années. Cette tâche est encore aggravée par l'existence de systèmes de production animale extrêmement divers et évolutifs en Afrique, y compris les systèmes intensifiés qui émergent rapidement, en particulier dans les sous-secteurs de la production de volailles et de porcs. Le processus de transformation nécessitera de sérieux changements structurels, un engagement politique, des investissements considérables dans une série de sous-secteurs soutenant la production de bétail à partir du financement, la construction d'infrastructures nécessaires pour améliorer l'ensemble des chaînes de valeur complexes de l'élevage, le renforcement des infrastructures vétérinaires, l'amélioration de la santé et de la production animales, la mise en place de programmes massifs de développement des capacités, l'exploitation de la technologie émergente de l'intelligence artificielle et la création de partenariats public-privé innovants pour améliorer le commerce local, régional et international du bétail et des produits du bétail de l'Afrique.

En cas de succès, les avantages pour le continent seraient énormes et incluraient la sécurité alimentaire à long terme, la croissance économique et sociale et l'amélioration du niveau de vie, en particulier pour les communautés pastorales pauvres qui dépendent principalement du petit élevage.

B. OBJECTIF

L'objectif principal de ce bref document, élaboré par le FAAR, est de mettre en lumière les enjeux clés auxquels l'Afrique doit faire face et à formuler des recommandations politiques pour renforcer son secteur de production animale afin de générer des impacts positifs, transformateurs et favorables au développement conduisant à l'amélioration de la santé, de la richesse et du bien-être des sociétés africaines.

C. LES GRANDS AXES DE LA TRANSFORMATION DE L'ELEVAGE

1. Rechercher l'engagement politique

L'engagement en faveur d'une mise en œuvre adéquate des politiques publiques est la pierre angulaire de toute transformation à grande échelle, en particulier dans un secteur aussi complexe et interconnecté que celui de l'élevage. En l'absence d'une volonté politique et d'une gouvernance fortes, il sera très difficile d'obtenir les financements nécessaires, d'élaborer des politiques efficaces et de mettre en place les partenariats requis.

Dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), du **LIVEMAP** de la Banque africaine de développement, des Plans directeurs de l'élevage (ILRI/FAO/CIRAD) en cours de développement au niveau national et d'autres documents pertinents provenant de partenaires clés tels que la Banque mondiale, la FAO, l'OMSA, l'UA-BIRA, l'ILRI, etc, le FAAR recommande de traiter les domaines prioritaires suivants :

- **Susciter un engagement politique** : Mener des analyses et des réflexions, et générer des preuves pour soutenir la production animale et les chaînes de valeur alimentaires d'origine animale pour le développement durable, et les utiliser pour garantir que l'élevage reste une priorité de développement dans l'agenda du gouvernement.
- **Élaborer un cadre politique** : Afin de soutenir la mise en œuvre des politiques de développement durable de l'élevage, il convient d'élaborer une feuille de route pour le processus de transformation, de créer des structures d'incitation pour encourager l'investissement et la participation du secteur privé et de mettre en place un environnement réglementaire pour garantir une concurrence loyale et la protection des consommateurs. Pour ce faire, il convient d'assurer un soutien institutionnel adéquat et d'allouer des fonds suffisants et durables pour soutenir le processus de transformation.

- **Faciliter les droits d'accès à la terre** : L'accès à la terre est essentiel à la réussite du secteur de l'élevage en Afrique. Il fournit l'espace physique pour les pâturages, l'eau et les abris et soutient les moyens de subsistance économiques, sociaux et culturels de millions de personnes à travers le continent. Les politiques visant à résoudre les problèmes fonciers, à améliorer les pratiques de gestion des terres et à garantir un accès équitable à la terre sont urgentes pour l'avenir de l'élevage en Afrique, d'autant plus que le continent est confronté aux défis croissants de l'augmentation rapide de la population, de la concurrence en matière d'utilisation des terres et du changement climatique.
- **Établir des partenariats stratégiques** : Créer une alliance solide avec les organisations économiques régionales en Afrique par l'intermédiaire de l'UA-BIRA, et les partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux tels que la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, et d'autres agences de financement et le secteur privé afin d'obtenir des fonds supplémentaires et de l'expertise. Veiller à ce que les fonds soient alloués au partage des connaissances afin de faciliter l'échange des meilleures pratiques et des enseignements tirés, et au renforcement continu des capacités afin de renforcer la capacité des parties prenantes à mettre en œuvre le programme de transformation.

2. Recadrer le récit sur l'élevage en Afrique

L'Afrique fait l'objet d'une attention croissante en ce qui concerne l'impact environnemental de l'élevage, les discours mondiaux se concentrant souvent sur des questions telles que la déforestation, les émissions de méthane et la dégradation des sols. Bien que ces préoccupations soient valables, cette simplification excessive ne tient pas compte du rôle essentiel de l'élevage dans l'économie, la culture, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance du continent. C'est pourquoi l'Afrique doit s'attaquer vigoureusement à cette vision négative de la contribution de l'élevage à l'environnement en mettant l'accent sur les pratiques de gestion durable de l'élevage, en quantifiant les avantages de l'élevage pour les écosystèmes et les moyens de subsistance, en plaidant pour des politiques adaptées au contexte et en participant activement aux discussions mondiales. L'approche unique du continent en matière de production animale, fondée à la fois sur la tradition et l'innovation, peut servir de modèle pour équilibrer la gestion de l'environnement avec la sécurité alimentaire et le développement économique.

Pour y parvenir, l'Afrique peut adopter plusieurs stratégies :

- **Plaider en faveur d'une approche spécifique au contexte** : Rejeter les solutions uniques, y compris les politiques globales visant à réduire les émissions liées à l'élevage, comme la réduction de la consommation de viande rouge ou la diminution du nombre de têtes de bétail, et souligner qu'en Afrique, l'élevage joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté, la nutrition et les économies rurales. Le plaidoyer en faveur d'approches spécifiques au contexte qui répondent aux défis et aux opportunités propres à l'Afrique peut contribuer à façonner un récit plus équilibré.
- **Participer aux débats sur l'environnement mondial** : Les dirigeants, les chercheurs et les écologistes africains devraient participer plus activement aux discussions politiques mondiales sur le changement climatique et l'agriculture. Les voix africaines peuvent défendre le rôle de l'élevage dans le développement durable et la nécessité de protéger les moyens de subsistance tout en répondant aux préoccupations climatiques.
- **Raconter les réussites africaines** : L'Afrique peut s'appuyer sur les médias, les universités et les forums internationaux pour partager des exemples de pratiques d'élevage durables qui contribuent de manière positive à l'environnement et aux communautés. En contrôlant son propre récit et en partageant des exemples d'innovation, d'adaptation et de résilience, l'Afrique peut changer les perceptions au niveau mondial.

- **Quantifier les contributions positives** : Les parcours africains, en particulier les prairies et les savanes, ont le potentiel de séquestrer d'importantes quantités de carbone. Les gouvernements africains et les instituts de recherche peuvent mener des études et fournir des données pour étayer ce discours, en démontrant comment des pâturages bien gérés peuvent agir comme des puits de carbone, en augmentant le carbone organique du sol, atténuant ainsi le changement climatique.
- **Mettre l'accent sur la contribution positive à la fertilité des sols par le biais du cycle des nutriments** : Le bétail contribue au processus naturel du cycle des nutriments, en fournissant des engrais organiques qui améliorent la santé et la productivité des sols. Les déchets d'élevage jouent un rôle crucial dans le maintien de la fertilité des sols et dans le soutien de la production agricole, en particulier dans les systèmes agricoles mixtes. La communication de ce lien entre l'élevage et l'agriculture durable peut contrer l'idée que l'élevage ne fait que nuire à l'environnement.

3. Renforcer la santé animale, la production et la commercialisation au niveau communautaire

La production et la commercialisation communautaires de bétail jouent un rôle crucial dans la mise en place d'économies rurales résilientes et dans le soutien de la sécurité alimentaire. En se concentrant sur l'amélioration de la santé animale, ces systèmes peuvent réduire la prévalence des maladies, améliorer la productivité du bétail et diminuer les taux de mortalité, ce qui profite directement aux petits exploitants agricoles et aux communautés. Un bétail en bonne santé permet également d'accéder aux marchés à plusieurs niveaux, y compris les marchés régionaux et internationaux, et d'obtenir des prix plus élevés.

L'éradication de la peste bovine, les efforts en cours pour éradiquer la PPR et les nouvelles normes de l'OMSA ont créé des opportunités significatives pour transformer le secteur de l'élevage en Afrique, en particulier pour la communauté des petits exploitants. Les exemples ci-dessous, provenant d'Afrique australe et de Thaïlande, illustrent le potentiel d'adaptation de ces approches dans de nombreuses régions d'Afrique afin d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales, de soutenir l'agriculture durable et d'accroître le rôle de l'Afrique dans le commerce mondial du bétail.

- **Stimuler la dynamique du commerce du bétail et de la gestion des maladies transfrontalières** : Depuis les années 1990, l'Afrique subsaharienne a connu une augmentation marquée des exportations de bétail, en particulier vers le Moyen-Orient, stimulée par l'éradication de la peste bovine. La campagne d'éradication, menée par l'UA-BIRA, la FAO et l'UE, a créé un solide système de surveillance de la maladie. Ce système comprend un suivi axé sur les communautés et des points d'inspection du transit le long des principaux itinéraires commerciaux, tels que ceux allant du nord-est du Kenya à Bossaso, dans la Corne de l'Afrique. Initialement axé sur la peste bovine, le système soutient désormais les efforts d'éradication de la PPR, facilitant ainsi la sécurité des échanges de bétail et de produits entre l'Afrique de l'Est et le Moyen-Orient.
- **Soutenir le commerce des produits de base** : En Afrique australe, la fièvre aphteuse et d'autres maladies transfrontalières ont toujours limité les exportations de bétail. La découverte que le désossage et la maturation de la viande de bœuf réduisent les risques liés au virus de la fièvre aphteuse a introduit le concept de commerce fondé sur les produits de base (CBT). Le CBT permet d'exporter de la viande transformée et sûre à partir de régions qui ne sont pas exemptes de fièvre aphteuse, offrant ainsi une alternative aux zones géographiquement définies comme exemptes de maladie. Malgré ces progrès, les normes commerciales de l'OMSA, basées sur des zones exemptes de maladies, continuent de restreindre le bétail provenant de régions où les maladies sont endémiques, ce qui limite l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles situés à proximité des zones de conservation de la faune et de la flore sauvages. L'investissement récent de 2,5 milliards d'USD

au Nigeria par la société brésilienne JBL, l'un des leaders mondiaux de la transformation de la viande, est très encourageant car il devrait permettre de développer et d'améliorer la chaîne de valeur de l'élevage dans le pays et d'ouvrir les marchés nationaux, régionaux et internationaux de la viande (voir la section ci-dessous sur les partenariats public-privé).

- **Exploit New WOAAH standards:** The revised and improved standards allow exports of safe meat from FMD-affected regions, provided risk mitigation measures are in place. Botswana and Namibia have led initiatives to implement these measures. In Namibia's Zambezi region, the Meat Board's mentorship programs trained farmers in biosecurity practices to access export markets. Similarly, in Botswana's Ngamiland district, the government and conservation NGOs have promoted herding practices to reduce contact with wildlife and improve livestock health. Professional herders, or eco-rangers, prevent disease transmission through mobile corrals that protect livestock from predators like lions and reduce interaction with FMD-carrying wildlife. While these projects have shown potential to improve livelihoods and market access, challenges remain. Sustainability requires long-term funding, broad stakeholder support, and adaptation of WOAAH standards. Extending these models to other countries, including Zambia, Tanzania, and Kenya, could benefit more low- to medium-income livestock farmers.
- **Exploiter les nouvelles normes de l'OMSA :** Les normes révisées et améliorées permettent d'exporter de la viande saine à partir des régions touchées par la fièvre aphteuse, à condition que des mesures d'atténuation des risques soient en place. Le Botswana et la Namibie ont pris l'initiative de mettre en œuvre ces mesures. Dans la région du Zambèze en Namibie, les programmes de mentorat du « Meat Board » ont formé les producteurs aux pratiques de biosécurité afin qu'ils puissent accéder aux marchés d'exportation. De même, dans le district de Ngamiland au Botswana, le gouvernement et les ONG de protection de la nature ont encouragé les pratiques d'élevage afin de réduire les contacts avec les animaux sauvages et d'améliorer la santé du bétail. Les bergers professionnels, ou éco-rangers, empêchent la transmission des maladies grâce à des enclos mobiles qui protègent le bétail des prédateurs tels que les lions et réduisent l'interaction avec les animaux sauvages porteurs de la fièvre aphteuse. Si ces projets ont montré qu'ils pouvaient améliorer les moyens de subsistance et l'accès au marché, des difficultés subsistent. La durabilité nécessite un financement à long terme, un large soutien des parties prenantes et l'adaptation des normes de l'OMSA. L'extension de ces modèles à d'autres pays, notamment la Zambie, la Tanzanie et le Kenya, pourrait bénéficier à un plus grand nombre d'éleveurs à revenus faibles ou moyens.
- **S'inspirer de la réussite thaïlandaise en matière d'exportation de volailles :** Le succès de la Thaïlande dans l'exportation de produits avicoles, en particulier vers des marchés rigoureux comme le Japon et l'Europe, peut être attribué à une combinaison de facteurs qui ont permis de garantir des normes élevées de qualité, de sécurité alimentaire, de contrôle des maladies et d'intégration verticale du système de production grâce à la collaboration du secteur privé et du gouvernement. Voici les principales raisons de ce succès :
 - **Modernisation de l'élevage et de la transformation de la volaille :** Le gouvernement thaïlandais a soutenu une évolution vers une production de volaille intégrée verticalement, reliant les communautés rurales de petits exploitants à des fermes commerciales plus grandes et bien gérées, ce qui a permis une meilleure surveillance et un meilleur contrôle de la qualité à chaque étape de la production, de la fabrication des aliments à la reproduction, l'élevage, la transformation et l'exportation. Le respect des normes d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (HACCP) et des bonnes pratiques de fabrication (BPF) s'est généralisé dans les installations de transformation, ce qui a permis d'améliorer encore la sécurité alimentaire.

- **Des mesures rigoureuses de contrôle des maladies** : La Thaïlande a mis en œuvre des mesures rigoureuses de surveillance et de contrôle des maladies, notamment en réponse aux épidémies de grippe aviaire. Après l'apparition d'un foyer en 2004, la Thaïlande a investi massivement dans la biosécurité, a amélioré les pratiques de gestion des exploitations et a appliqué strictement des mesures visant à prévenir de nouvelles épidémies. Ces mesures comprenaient des tests réguliers, l'abattage et l'imposition de normes sanitaires strictes tout au long de la chaîne d'approvisionnement en volailles.
- **Stratégies de compartimentage et de zonage** : Ces mesures ont permis de contrôler la propagation des maladies. La compartimentation a permis à certaines exploitations et installations d'être classées comme exemptes de maladies sur la base de leurs pratiques de biosécurité, même si des cas de grippe aviaire étaient présents ailleurs dans le pays. Cette pratique a permis de maintenir les flux d'exportation vers les marchés internationaux, notamment l'Europe et le Japon.
- **Respect des normes internationales** : Le Département thaïlandais du développement de l'élevage (DLD) a travaillé en étroite collaboration avec l'industrie pour garantir le respect de ces normes, en procédant à des inspections et à des audits réguliers des élevages de volailles et des installations de transformation. Cette approche proactive a rassuré les importateurs sur le fait que la volaille thaïlandaise répondait aux normes rigoureuses de sécurité et de qualité exigées par ces marchés à forte valeur ajoutée.
- **Collaboration entre le gouvernement et l'industrie** : Le gouvernement thaïlandais a travaillé en étroite collaboration avec le secteur de la volaille pour élaborer et faire respecter les normes, dispenser des formations et promouvoir les possibilités d'exportation. Un dialogue régulier entre les agences gouvernementales et les parties prenantes du secteur a permis de répondre rapidement aux défis, notamment en ce qui concerne la conformité aux nouvelles réglementations ou aux demandes du marché. La Thaïlande a également poursuivi des négociations et des accords commerciaux bilatéraux avec le Japon et l'UE, en plaidant pour l'accès au marché de ses exportations de volailles. En établissant des canaux de communication et de coopération clairs, la Thaïlande a pu rester alignée sur les normes internationales et anticiper les tendances du marché.

4. Moderniser les Services Veterinaires

On estime que près de 20 % de la productivité animale est perdue à cause des maladies. Dans certaines régions d'Afrique, ce chiffre peut être plus élevé en raison de la forte prévalence de maladies endémiques chroniques à transmission vectorielle et d'autres maladies parasitaires. En outre, les maladies animales transfrontalières zoonotiques et non zoonotiques telles que la fièvre aphteuse, la PPR, la peste porcine africaine, la grippe aviaire, le MERS CoV et les maladies émergentes et réémergentes constituent un obstacle majeur au commerce régional et international et à l'accès aux marchés mondiaux lucratifs, retardant ainsi les processus de transformation nécessaires pour faire de la production animale en Afrique un secteur prospère et économiquement rentable.

Pour répondre aux demandes commerciales croissantes, il est indispensable de lutter efficacement contre les maladies et d'améliorer la santé et la productivité du bétail. Les éléments clés qui requièrent une attention urgente sont les suivants :

- **Moderniser les services vétérinaires nationaux** aux niveaux national et provincial en renforçant les capacités des vétérinaires et en établissant des partenariats avec les éleveurs et les agents de santé animale sur le terrain, afin d'améliorer la biosécurité dans les exploitations agricoles et tout au long de la chaîne de valeur jusqu'aux marchés, en menant

une surveillance stratégique et en établissant des rapports en temps utile pour la prévention et le contrôle des maladies.

- **Promouvoir et développer les services vétérinaires privés** en Afrique, comme cela a été fait il y a une trentaine d'années dans le cadre du programme d'éradication de la peste bovine du partenariat UA-BIRA-FAO-UE en Afrique. Réexaminer cette approche et l'aligner sur les nouveaux objectifs d'un plus grand engagement des communautés rurales d'éleveurs à participer au commerce du bétail.
- Dans le cadre des efforts visant à renforcer les forces vétérinaires, nous recommandons les mesures supplémentaires suivantes :
 - Offrir aux vétérinaires officiels de l'État une formation postuniversitaire formelle en médecine vétérinaire, en santé publique et en gestion d'entreprise/de programme.
 - Mettre en place, par l'intermédiaire des autorités vétérinaires nationales, un système permettant d'engager des vétérinaires privés agréés pour des activités vétérinaires rurales sous contrat avec le gouvernement dans le cadre d'un mandat sanitaire, par exemple des vaccinations, des inspections, etc.
 - Permettre aux vétérinaires privés agréés d'ouvrir un cabinet et d'employer des vétérinaires, des diplômés, des assistants vétérinaires et des agents communautaires de santé animale pour entreprendre des activités sous contrat avec le gouvernement au niveau communautaire dans les zones rurales pour la surveillance des maladies, la collecte d'échantillons, le suivi, la vaccination et d'autres formes de lutte contre les maladies.
 - Faciliter la disponibilité de vaccins sûrs et abordables contre les principales maladies infectieuses.

5. Intégrer l'approche « Une seule Santé »

L'approche « Une seule santé » est une approche multidisciplinaire qui reconnaît l'interconnexion entre la santé humaine, la santé animale et l'environnement. L'amélioration de la productivité et de la durabilité de l'élevage nécessite une telle approche pour traiter un large éventail de questions tout au long de la chaîne alimentaire, de la production à la transformation, et de la commercialisation à la consommation. Une telle approche permet de protéger et de soigner la santé des animaux, des humains et de l'environnement, et d'atteindre l'objectif souhaité, à savoir la transformation de l'élevage en un système durable. Les principaux domaines dans lesquels « Une seule santé » profite au secteur de l'élevage sont la lutte contre les maladies animales transmissibles et les zoonoses, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la lutte contre la résistance aux antimicrobiens et le soutien à la durabilité environnementale.

Bien que les concepts d'une seule santé soient désormais largement adoptés dans la majorité des pays d'Afrique, l'adoption et la mise en œuvre de ces approches sont inégales, principalement en raison de politiques inadéquates soutenant la mise en œuvre au niveau national et communautaire. La concurrence intersectorielle pour l'obtention de fonds et la répartition inégale des fonds au niveau national entravent également la collaboration. Néanmoins, il est encourageant de constater que plusieurs pays mettent en place des plateformes/unités de coordination « Une seule santé » au sein de la structure gouvernementale, comme au Kenya, où le Centre des zoonoses est un partenariat entre les services publics et vétérinaires, et au Sénégal et en Tanzanie, où la plateforme/coordination nationale « Une seule santé » relève du cabinet du Premier ministre et s'inscrit donc dans le cadre de la gestion interministérielle des risques de catastrophes naturelles.

Des actions urgentes sont nécessaires à un niveau plus élevé pour promouvoir une meilleure adoption des principes d'une seule santé dans le processus de transformation de l'élevage en Afrique. Le FAAR recommande de se concentrer sur les domaines suivants :

- **Développer un cadre politique et des mesures** pour permettre aux décideurs d'adopter des politiques applicables appropriées pour chaque pays aux niveaux national et sous-national en garantissant des spécificités pour chacun des systèmes d'élevage prioritaires. Ces politiques devraient être soutenues par des mécanismes de réglementation et de surveillance appropriés.
- **Intégrer les politiques une Seule Santé dans les plans nationaux de développement de l'élevage** : à mesure que de nombreux pays africains font progresser leurs plans nationaux d'investissement dans le secteur de l'élevage, l'intégration des approches une seule santé dans les mesures d'atténuation des risques, l'amélioration de la biosécurité, le soutien aux communautés rurales et au secteur informel de la chaîne alimentaire de l'élevage devraient garantir de meilleures interventions multisectorielles et multidisciplinaires.
- **Renforcer les capacités une Seule Santé à tous les niveaux** : un certain nombre d'exigences de compétences de base pour une Seule Santé élaborées par diverses agences internationales ainsi que les partenaire du Quadripartite FAO-OMSA-OMS-PNUE une Seule Santé doivent servir de base au développement des capacités aux niveaux régional, national et provincial.
- **Mobiliser les communautés** : ces initiatives de développement des capacités devraient inclure la participation des communautés, car elles jouent un rôle important dans le plaidoyer, la mise en œuvre et le suivi des interventions visant à améliorer la production animale durable et orientée vers le marché.
- **Développer les réseaux nationaux une Seule Santé**: de nombreux pays ont déjà créé des groupes une Seule Santé formels et informels pour aborder l'interdépendance de la santé humaine, animale et environnementale. Mettre en avant et promouvoir les exemples de réussite de ces réseaux pour inspirer les autres, renforcer les réseaux actuels et encourager la création de nouveaux réseaux, en favorisant une plus grande collaboration et un meilleur partage des connaissances entre les secteurs.
- **S'appuyer sur les initiatives une Seule Santé** : Soutenir le développement d'une Seule Santé par le biais de programmes universitaires et de recherche nationaux et régionaux en encourageant les universités, les institutions de recherche et les centres de formation à intégrer les principes une Seule Santé comme domaine d'étude principal. Cela devrait inclure l'accent sur la santé humaine et animale, les systèmes alimentaires durables et la conservation de l'environnement, en veillant à ce que les futurs professionnels soient mieux équipés pour aborder les systèmes alimentaires complexes du bétail qui couvrent divers domaines interconnectés.
- **Participer à l'évaluation conjointe des capacités de santé publique et animale** : Assurer la participation des pays à l'évaluation et à la mise en œuvre des initiatives de développement des capacités une Seule Santé pour amener les secteurs de la santé animale et publique aux normes OMSA PVS et OMS IHR afin d'améliorer la capacité de surveillance des maladies et de mieux se préparer et réagir aux menaces de maladies zoonotiques et non zoonotiques émergentes et ré-émergentes et de lutter contre la résistance aux antimicrobiens (RAM).

Le processus de transformation progressive des systèmes d'élevage bénéficiera grandement de l'adoption d'une Seule Santé et ajoutera de la valeur aux approches cloisonnées existantes, améliorera la collaboration, économisera les coûts des interventions décousues et non coordonnées, conduisant à un résultat plus efficace d'amélioration de la santé des personnes, des animaux et de l'environnement.

6. Améliorer l'accès au marché et les chaînes de valeur

L'un des aspects cruciaux de la transformation du système de production animale en Afrique est d'accélérer la commercialisation du bétail et des produits d'origine animale. Le développement de

chaînes de valeur efficaces et sûres et la garantie d'un accès au marché pour les produits d'origine animale peuvent considérablement améliorer les rendements économiques des producteurs. Cela comprend l'amélioration des systèmes d'information sur les marchés, la garantie des normes de sécurité alimentaire, la modernisation des installations d'abattage et la promotion de la valeur ajoutée par la transformation pour permettre le commerce des produits de base, l'amélioration du commerce transfrontalier et le développement de marchés de niche.

- **Renforcer les groupes de producteurs et les coopératives** : la création de coopératives ou de groupes de producteurs peut leur donner un meilleur pouvoir de négociation collective avec les acheteurs et les aider dans les ventes en gros, ce qui conduit à de meilleurs prix et à des coûts de transaction réduits. Ces groupes peuvent également aider les éleveurs à accéder à des intrants tels que les aliments pour animaux, les services vétérinaires et les informations sur les meilleures pratiques, réduisant ainsi les coûts de production et améliorant la productivité.
- **Promouvoir la valeur ajoutée et la transformation** : la promotion de la transformation (transformation de la viande, production laitière, articles en cuir) et l'introduction de normes pour ces produits ajoutent de la valeur et peuvent renforcer la confiance des consommateurs, permettant aux producteurs d'accéder aux marchés haut de gamme, tant au niveau national qu'international.
- **Renforcer les systèmes d'information sur les marchés** : l'accès à des informations en temps réel sur les prix du marché, les tendances de la demande et les préférences des consommateurs est important pour les producteurs pour gérer leur commerce de bétail et de produits d'élevage. Les plateformes numériques, notamment les applications pour téléphones portables, les programmes radio et d'autres plateformes de partage d'informations, peuvent aider les producteurs à se tenir au courant, à rester en contact avec d'autres producteurs et acheteurs, à réduire le rôle des intermédiaires, à prendre des décisions éclairées et à planifier leur production en conséquence.
- **Faciliter l'accès au financement** : les petits éleveurs de bétail n'ont souvent pas accès au crédit, ce qui les empêche d'étendre leurs activités ou d'investir dans de meilleures pratiques de production. Les gouvernements, les institutions financières et les ONG peuvent travailler ensemble pour créer des modèles de financement accessibles adaptés à la promotion d'un élevage traditionnel à petite échelle sensible au climat, et également développer des produits d'assurance pour le bétail afin de protéger les agriculteurs contre les risques tels que les épidémies ou les catastrophes liées au climat.
- **Améliorer le commerce transfrontalier** : l'Union africaine peut soutenir l'harmonisation des normes vétérinaires et commerciales, la rationalisation des réglementations, la réduction des tarifs et la facilitation des processus commerciaux entre les pays afin d'améliorer l'accès au marché et d'ouvrir de nouvelles opportunités pour les éleveurs de bétail.
- **Améliorer la santé et la productivité du bétail** : il est essentiel de veiller à ce que le bétail soit en bonne santé et réponde aux normes de qualité pour accéder aux marchés à forte valeur ajoutée. L'élargissement des services vétérinaires, de la surveillance des maladies et des programmes de vaccination réduira la mortalité du bétail et améliorera la qualité du bétail et de ses produits.
- **Établir des programmes d'amélioration des races** : investir dans des races améliorées plus productives et plus résistantes aux conditions locales peut aider les éleveurs à produire des animaux de meilleure qualité qui sont plus demandés sur les marchés locaux et internationaux.
- **Développer des marchés de niche** : la demande de produits d'élevage biologiques et produits de manière durable est en hausse. Les producteurs africains peuvent exploiter ces marchés

de niche en adoptant des pratiques durables et en obtenant une certification, ce qui peut leur permettre d'obtenir des prix plus élevés.

- **Exploiter pleinement le potentiel des races et des produits indigènes** : la promotion des races et des produits d'élevage indigènes propres à l'Afrique (par exemple, le lait de chèvre, le lait de chamelle) pourrait également créer de nouvelles opportunités de marché à l'échelle locale et internationale.

Ces stratégies peuvent créer des systèmes d'élevage plus résilients, compétitifs et rentables en Afrique, aidant les agriculteurs à commercialiser efficacement leurs opérations.

7. Renforcer les infrastructures tout au long de la chaîne alimentaire

Les gouvernements doivent comprendre que le développement des infrastructures est essentiel pour renforcer la chaîne de valeur de l'élevage en Afrique, améliorer l'accès aux marchés et assurer le mouvement efficace des produits d'élevage. Ainsi, les gouvernements devraient investir activement dans les domaines clés suivants :

- **Construire les infrastructures de transport** : L'absence ou l'insuffisance des conditions routières et du réseau dans les zones rurales rendent difficile le transport du bétail et des produits d'origine animale vers les marchés. La modernisation et l'extension des réseaux routiers ruraux faciliteraient le déplacement des animaux et réduiraient les coûts de transport. Dans les régions où les déplacements sur de longues distances sont nécessaires, le développement ou la modernisation des transports ferroviaires et aériens peut aider à déplacer le bétail et les produits transformés plus rapidement et à moindre coût, en particulier pour les exportations.
- **Assurer une logistique de chaîne du froid adéquate** : pour des produits comme la viande, le lait et les vaccins, disposer d'un système de chaîne du froid (camions réfrigérés, installations de stockage, etc.) permet de garantir la qualité des produits de la ferme au marché, en particulier sur de longues distances.
- **Développer les marchés de bétail** : des investissements sont nécessaires pour développer des marchés de bétail appropriés avec des enclos, des postes d'alimentation et d'abreuvement, des points de contrôle vétérinaire et un niveau élevé de biosécurité. Ces marchés doivent être bien organisés et accessibles aux petits exploitants agricoles.
- **Construire des points d'eau pour les éleveurs** : le développement de points d'eau fiables (forages, puits et réservoirs) le long des corridors pastoraux favoriserait la santé du bétail et réduirait les conflits autour des ressources en eau.
- **Investir dans les systèmes d'irrigation** : les investissements dans les systèmes d'irrigation pour cultiver du fourrage et des pâturages pendant les saisons sèches contribueraient à stabiliser la production animale tout au long de l'année et à réduire la dépendance aux pluies saisonnières.
- **Construire des installations de transformation** : des infrastructures telles que des abattoirs et des abattoirs aux normes internationales, ainsi que des unités de transformation de la viande et du lait pour divers produits tels que les saucisses, les conserves de viande, le fromage, le yaourt, etc., ajouteront de la valeur à l'industrie de l'élevage, créeront des emplois, réduiront les pertes après récolte et permettront aux agriculteurs d'accéder à des marchés lucratifs à tous les niveaux.
- **Tanneries de cuir** : l'Afrique a un vaste potentiel pour l'industrie du cuir, mais une grande partie des peaux de bétail sont gaspillées ou exportées sous forme brute. Les investissements dans les tanneries pour traiter les peaux localement stimuleront la chaîne de valeur et ouvriront des opportunités sur le marché des articles de maroquinerie.

- **Installations de stockage et d'entreposage frigorifiques** : elles sont également essentielles pour éviter la détérioration des produits d'élevage périssables tels que la viande, le lait et les œufs. Il est nécessaire d'avoir des installations de stockage frigorifique à des endroits stratégiques (à proximité des zones de production et des marchés) pour stocker les produits avant la vente ou le transport. Le développement d'installations de stockage pour les aliments pour animaux, les peaux et les produits transformés contribuera à stabiliser la chaîne d'approvisionnement et à réduire les fluctuations saisonnières des prix.
- **Mettre en place des systèmes de traçabilité** : la mise en place de systèmes de traçabilité numérique pour le suivi des animaux et des produits animaux (de la ferme à l'assiette) est nécessaire à la mise en œuvre de la traçabilité fondée sur la connaissance, car l'assurance de la sécurité des produits dépend de la capacité à certifier leur origine. Cela améliorera la transparence, renforcera la confiance dans les produits et ouvrira l'accès aux marchés internationaux qui exigent des normes élevées de traçabilité.

8. Assurer la durabilité environnementale

Les systèmes de production animale mal gérés peuvent nuire à l'environnement. Dans le même temps, le secteur de l'élevage est également très vulnérable au changement climatique. Par conséquent, des plans et des stratégies à long terme sont nécessaires de toute urgence pour que les pays non seulement développent des systèmes de production animale résilients au changement climatique, mais contribuent également à la durabilité environnementale. Cela impliquera de s'attaquer aux systèmes agricoles très hétérogènes sur le continent, allant de l'élevage traditionnel à petite échelle, au pastoralisme et aux systèmes intensifs et semi-intensifs en évolution rapide. Cela impliquera également une série de mesures allant de la gestion des déchets de l'élevage intensif à la gestion des pâturages pour prévenir la dégradation, à la protection de la biodiversité et à l'adoption de pratiques qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre du bétail. Ainsi, l'adoption de stratégies à faibles émissions, de systèmes de production animale intelligents face au climat, de technologies vertes et d'élevage de précision avec l'utilisation de nouvelles technologies telles que l'analyse des mégadonnées et l'intelligence artificielle sera nécessaire.

- **Technologies innovantes** : l'Afrique doit investir dans des systèmes d'élevage intelligents face au climat, tels que les techniques de pâturage de précision, la gestion durable de l'eau et les améliorations de l'efficacité alimentaire. Ces innovations technologiques peuvent démontrer que le continent est déterminé à réduire l'empreinte environnementale de l'élevage sans sacrifier la sécurité alimentaire ou les moyens de subsistance.
- **Promouvoir le rôle des pratiques traditionnelles et durables** : le pastoralisme traditionnel et les pratiques agroécologiques développés au fil des siècles par de nombreuses communautés africaines constituent un moyen très durable et efficace d'utiliser les terres marginales. L'amélioration de ces pratiques, notamment l'élevage mobile, permet aux animaux de paître sans surexploiter une parcelle de terre, empêchant ainsi la dégradation des terres. Ces pratiques, lorsqu'elles sont bien gérées, contribueront à la santé des écosystèmes, à la biodiversité et à la fertilité des sols. La diffusion des systèmes agroécologiques renforcera la durabilité des systèmes d'élevage traditionnels africains.
- **Diffuser un système de gestion holistique du pâturage** : dans les terres marginales, les communautés agricoles utilisent des méthodes de pâturage holistiques qui restaurent réellement les terres dégradées et améliorent la séquestration du carbone dans le sol. La diffusion de telles techniques, comme le pâturage en rotation, favorisera non seulement la durabilité environnementale, mais améliorera également la productivité et la biodiversité des pâturages, faisant de l'élevage un outil de restauration écologique plutôt que de dégradation.
- **Promouvoir l'innovation dans la gestion des aliments et des déchets** : la promotion d'innovations qui réduisent les émissions de méthane et améliorent la gestion des déchets

dans les systèmes d'élevage, comme l'utilisation de fourrages améliorés et de digesteurs de biogaz, peut également contribuer à atténuer l'impact environnemental. L'Afrique peut mener des efforts pour développer des pratiques d'élevage intelligentes face au climat, en partageant des exemples de réussite de ces innovations.

9. Adopter l'innovation pour la transformation et la modernisation

Des approches innovantes à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, notamment la reproduction et la production animales, les aliments pour animaux et les ressources alimentaires, les systèmes de gestion de la santé animale, le contrôle des maladies, les chaînes de valeur et la gestion de l'environnement, seront essentielles pour surmonter les nombreux défis auxquels le secteur de l'élevage en Afrique est confronté et pour transformer le secteur en systèmes de production animale durables. Parmi ces technologies, l'utilisation rapide des technologies numériques, la phénomique, l'analyse des mega-données et l'intelligence artificielle (IA) sont essentielles.

- **L'intelligence artificielle dans la transformation de l'élevage** : l'intelligence artificielle (IA) offre plusieurs solutions de pointe qui peuvent être appliquées pour transformer le secteur de l'élevage. Les outils d'IA peuvent surveiller et analyser la santé, le comportement et les habitudes alimentaires du bétail en temps réel. Ces outils peuvent prédire les épidémies, optimiser l'efficacité alimentaire et réduire le gaspillage des ressources, ce qui conduit à une productivité accrue. En outre, les plateformes pilotées par l'IA peuvent analyser de grands ensembles de données pour identifier les tendances en matière de santé du bétail, prédire les épidémies et suggérer des interventions opportunes, ce qui est particulièrement utile dans les zones où les services vétérinaires sont limités. Par exemple, dans le passé, les éleveurs tenaient des registres manuels de leurs animaux pour obtenir des informations à leur sujet, notamment leurs antécédents médicaux, leur âge, leur état de reproduction, leur taux de croissance et leurs habitudes alimentaires. Le traitement de ces données et l'obtention d'informations à partir de celles-ci sont facilités par l'intelligence artificielle. Les éleveurs peuvent entièrement automatiser l'identification du bétail en utilisant la vision par ordinateur. En outre, l'IA peut fournir des informations prédictives sur les conditions météorologiques, aidant les éleveurs à prendre des décisions éclairées sur les horaires de pâturage, l'utilisation de l'eau et d'autres pratiques pour atténuer l'impact du changement climatique. En ce qui concerne l'intelligence du marché, l'IA peut permettre un meilleur accès au marché en fournissant aux producteurs des données en temps réel sur les prix, les tendances de la demande et la logistique de la chaîne d'approvisionnement, améliorant ainsi leur pouvoir de négociation et leur intégration au marché.
- **Technologies génétiques** : les progrès des technologies génétiques peuvent améliorer la productivité des races d'élevage, leur résistance aux maladies et leur adaptabilité au changement climatique.
- **Outils numériques et applications mobiles** : l'adoption d'outils numériques tels que les applications mobiles pour la surveillance des maladies, les informations sur les marchés et la gestion de la chaîne d'approvisionnement peut révolutionner le secteur.
- **Intégration des méthodes autochtones** : les méthodes autochtones, ancrées dans les connaissances et les pratiques locales, ont soutenu les communautés africaines pendant des siècles et sont essentielles pour compléter l'IA dans la gestion du bétail, notamment :
 - **Pratiques ethno-vétérinaires** : les connaissances autochtones sur les plantes médicinales et les pratiques de guérison traditionnelles offrent un moyen rentable et culturellement accepté de gérer la santé du bétail, en particulier là où les services vétérinaires modernes sont rares.

- **Systèmes de pâturage traditionnels** : le pâturage rotatif et la transhumance, pratiqués depuis longtemps par les éleveurs africains, peuvent être améliorés par des outils d'IA qui optimisent les schémas de pâturage en fonction d'informations basées sur des données.
- **Pratiques d'élevage locales** : les races autochtones, souvent plus résistantes aux maladies locales et aux conditions climatiques, peuvent être sélectionnées de manière sélective à l'aide de technologies d'IA pour améliorer la productivité tout en préservant la diversité génétique.
- **Gestion communautaire des ressources** : les pratiques traditionnelles de gestion des ressources communautaires, telles que le partage des ressources en eau et en pâturage, peuvent être intégrées à des outils basés sur l'IA pour optimiser l'utilisation des ressources et réduire les conflits.

L'intégration des technologies modernes, notamment de l'intelligence artificielle, aux méthodes locales représente une approche puissante pour transformer et moderniser le paysage de la production animale en Afrique. Cette stratégie combinée exploite les atouts des technologies modernes et des connaissances traditionnelles, créant un secteur de l'élevage résilient, productif et durable. En favorisant l'innovation tout en respectant et en améliorant les pratiques locales, l'Afrique peut réaliser des gains significatifs en termes de productivité de l'élevage, de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance en milieu rural.

10. Soutenir la Recherche et l'Innovation

Élaborer et soutenir les programmes de recherche et d'innovation en Afrique par le biais d'une collaboration interrégionale et internationale, et veiller à ce que le programme de recherche soit adapté aux besoins et aux exigences pour atteindre l'objectif plus large de transformer la production animale pour qu'elle devienne compétitive, orientée vers le marché et durable.

11. Développer le Partnership et la Collaboration

Favoriser les partenariats entre les gouvernements, les organisations internationales, les ONG, les universités, les organisations de producteurs et le secteur privé afin de tirer parti de l'expertise et des ressources pour le développement durable du secteur des ressources animales en Afrique.

- **Partenariats avec le secteur privé** : les entreprises privées peuvent s'associer à de petits producteurs pour intégrer verticalement les systèmes agricoles, investir dans la biosécurité au niveau des exploitations, la santé animale et la chaîne de valeur, offrant ainsi aux éleveurs un meilleur accès aux intrants, aux marchés et aux services. Cela pourrait inclure des partenariats avec des détaillants, des transformateurs ou des exportateurs à grande échelle qui peuvent intégrer les petits exploitants agricoles dans des chaînes d'approvisionnement formelles.
- **Partenariats public-privé (PPP)** : récemment, la plus grande entreprise de transformation de viande au monde, JBS du Brésil, a signé un protocole d'accord avec le gouvernement du Nigéria pour investir 2,5 milliards de dollars dans la construction de six nouvelles usines de transformation de viande de volaille, de porc et de bœuf, et développer les chaînes d'approvisionnement en viande dans le pays. En échange, les gouvernements du Nigéria offriront les conditions nécessaires à des normes sanitaires et réglementaires élevées et à la stabilité économique. De tels partenariats peuvent accélérer la transformation de l'élevage en Afrique. Les gouvernements devraient explorer des opportunités similaires de PPP pour développer le secteur de l'élevage, investir dans les infrastructures et créer un environnement commercial propice aux marchés nationaux, régionaux et internationaux.
- **Partenaires au développement** : Il convient de favoriser les partenariats avec les organisations régionales et internationales afin de tirer parti de l'expertise et de soutenir l'harmonisation des normes et des meilleures pratiques. Les alliances avec des partenaires au

développement multisectoriels ainsi qu'avec des donateurs bilatéraux et des fondations peuvent également soutenir la mobilisation des ressources indispensables à l'amélioration et à la modernisation du secteur de l'élevage pour en faire une entreprise commerciale viable.

D. CONCLUSION

Les ressources animales africaines sont vitales pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la stabilité sociale, les moyens de subsistance et la croissance économique. Pour assurer leur viabilité à long terme et prévenir la dégradation de l'environnement, ces ressources doivent être gérées de manière durable. Équilibrer la demande croissante de produits d'élevage avec la préservation des écosystèmes fragiles de l'Afrique exige des efforts coordonnés de la part des gouvernements, des communautés locales, des communautés économiques régionales et des partenaires internationaux. Un investissement approprié dans les infrastructures, l'innovation technologique, les pratiques durables et l'application des politiques est nécessaire pour que l'Afrique puisse exploiter les avantages de ses ressources animales tout en préservant l'environnement pour les générations futures.

Le groupe de travail du FAAR appelle les principales parties prenantes – décideurs politiques, secteur privé, universités, mouvements sociaux, ONG, étudiants, éducateurs et dirigeants communautaires – à collaborer pour promouvoir un développement durable et équitable dans le secteur des ressources animales en Afrique. Le FAAR et son groupe de travail, ainsi que les parties prenantes, continueront de défendre les valeurs fondamentales des ressources animales africaines par le biais de débats ouverts, de discussions et d'une participation active.

E. ANNEXE

1. Adhérents du FAAR

No	Nom	Pays	Adresse électronique
1.	Prof Mark Rweyemamu	Tanzanie	mark.rweyemamu@btinternet.com
2.	Prof Mary Louise Penrith	Afrique du Sud	marylouise_penrith@yahoo.com
3.	Dr Junaidu Maina	Nigeria	junaidumaina@gmail.com
4.	Dr Bouna Diop	Sénégal	bounaa.diop@gmail.com
5.	Dr Ahmed Sidahmed	Soudan	ahmedsidamed.contacts@gmail.com
6.	Dr Modibo Traore	Mali	traore.modibo@usa.net
7.	Dr Berhe Tekola	Ethiopie	berheg@gmail.com
8.	Prof Misheck Mulumba	Zambie	mulumba.mish@gmail.com
9.	Dr Subhash Morzaria	Ouganda	subhash.morzaria@gmail.com
10.	Dr William Amanfu	Ghana	willamanfu74@yahoo.com
11.	Dr Nick Nwankpa	Nigeria	nicknwankpa@gmail.com
12.	Dr Baboucarr Jaw	Gambie	BJaw@isdb.org
13.	Dr Felix Njeumi	Cameroun	Felix.njeumi@gmail.com
14.	Dr Florencia Cipriano	Mozambique	Flor.cipriano@gmail.com
15.	Dr Ahmed Elidrissi	Maroc	Elidrissi702@gmail.com
16.	Dr Henry Wamwayi	Kenya	henry.wamwayi@yahoo.com
17.	Dr Bonaventure Mtei	Tanzanie	bjmtei@gmail.com
18.	Dr Karim Tounkara	Mali	k.tounkara@woha.int
19.	Dr Moetapele Letshwenyo	Botswana	m.letshwenyo@woha.int
20.	Dr Hassane Mahamat Hassane	Tchad	hassanemahamat@hotmail.com
21.	Dr Baty Dungu	Afrique du Sud	badungu@gmail.com
22.	Dr Solomon Hailemaiam	Ethiopie	solomonhmn@gmail.com
23.	Prof Babo Fadlalla	Soudan	babo_f@yahoo.com
24.	Prof Lami H Lombin	Nigeria	Lamilombin7@gmail.com
25.	Prof Cheikh Ly	Sénégal	Cheikh.Ly@icloud.com
26.	Dr Adama Diallo	Mali	a.diallob@outlook.com
27.	Dr Unesu Ushewokunze-Obatolu	Zimbabwe	newazvo@hotmail.com
28.	Dr Peter G. Sinyangwe	Zambie	pgsinyangwe@gmail.com
29.	Pr Tilahun Yilma	Ethiopie	tdyilma@ucdavis.edu
30.	Dr Malang Chibeu	Kenya	mdchibeu@yahoo.com
31.	Dr Walter Masiga	Kenya	nyamori2017@gmail.com
32.	Dr Gerrit Viljoen	Afrique du Sud	g.j.viljoen@gmail.com
33.	Dr Simplicite Nouala	Cameroun	Simplice.NoualaFonkou@fao.org
34.	Dr Baba Soumare	Sénégal	coumba1308@gmail.com
35.	Dr Michael Botlhe Modisane	Afrique du Sud	drlmodisa@gmail.com

2. Membres du Bureau du FAAR :

President:	Prof Mark Rweyemamu
Vice-president:	Prof Mary Louise Penrith
Vice-president:	Dr Junaidu Maina
Secretary:	Dr Bouna Diop.